**CHSLD Saint-Vincent-Marie**
Centre d'hébergement et de soins de longue durée

age 3

AGRÉÉ AVEC MENTION
ACCREDITATION AGRÉMENT CANADA

# rapport annuel de gestion 31mars 2021

Centre d'hébergement et de soins de longue durée
Privé conventionné (66 lits)
Permis n° 5123-4003
Région 06 (Montréal)

**Pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2021**

Par Line Mercier
Directrice générale

1175, chemin de la Côte-Vertu
Ville Saint-Laurent (Québec) H4L 5J1
**Tél. : 514 744-1175**
Téléc. : 514 744-0557
info@age-3.com
**www.age-3.com**

# TABLE DES MATIÈRES


1. Message de la Directrice générale ..... 2
2. Déclaration de la Directrice générale (voir annexe 1) ..... 3
3. Présentation de l'établissement ..... 3
   Organigramme de l'établissement (voir annexe 2) ..... 4
4. Activités de l'établissement ..... 4
   **Les priorités organisationnelles** ..... 4
   **Visite d'évaluation des orientations ministérielles** ..... 4
   **Orientations stratégiques et priorités d'action** ..... 4
   **Agrément** ..... 4
   **Résultats obtenus** (voir annexe 3) ..... 5
   **Sécurité des soins et services** (voir annexe 4) ..... 5
   **Examen des plaintes et promotion des droits des usagers** ..... 5
   **CNESST** ..... 5
   **Programme d'aide aux employés (PAE)** (voir annexe 5) ..... 5
5. Conseils ou comités de l'établissement créés en vertu de la LSSSS et des besoins de l'organisation ..... 5
   **Comité de gestion intégrée des risques** ..... 6
   **Comité de vigilance et de la qualité** ..... 6
   **Comité de gestion des médicaments** ..... 6
   **Comité des usagers** (voir annexe 6) ..... 6
   **Comité milieu de vie** ..... 6
   **Comité de planification des mesures d'urgence** ..... 6
   **Comité santé et sécurité au travail** ..... 7
   **Comité employeur de choix** ..... 7
6. États financiers et analyse des résultats des opérations ..... 9
   **État des résultats du fonds d'exploitation (AS-471)** (voir annexe 7) ..... 9
   **Rapport du vérificateur** (voir annexe 8) ..... 9
7. Code d'éthique et déontologie des administrateurs (voir annexe 9) ..... 9
8. Informations spécifiques pour l'année 2020-2021 ..... 9

## 1. Message de la Directrice générale

L'année 2020-2021 a été avec la présence de la pandémie de COVID-19 une année de tous les défis. Une gestion de risque constante, des communications en continu et une présence « terrain » constante.

Pendant cette année plutôt particulière, l'organisation est fière d'avoir pu compter sur une équipe d'intervenants extraordinaires et dédiés à la clientèle ainsi que leurs proches pour appliquer les directives et consignes nécessaires à la prestation de soins et services des plus sécuritaires.

Finalement, nous amorçons l'année 2021-2022 avec beaucoup d'apprentissage, d'enthousiasme et de détermination afin de poursuivre avec rigueur le processus d'amélioration continue dans l'offre de soins et de services à la clientèle.

## 2. Déclaration de la Directrice générale (voir annexe 1)

## 3. Présentation de l'établissement

### Mission

*« La mission du CHSLD Saint-Vincent-Marie est d'offrir des services personnalisés et un milieu de vie adaptés aux besoins des résidents admis.*

*Dans le respect de leurs différences, de leurs goûts et de leurs valeurs, le CHSLD Saint-Vincent-Marie met en place les conditions leur permettant de se maintenir en santé, de conserver le plus possible leur autonomie et de se développer comme personnes aux niveaux physique, affectif, intellectuel, social et spirituel. »*

Afin de respecter cette mission, l'établissement offre les services cliniques suivants :

a. Services médicaux
b. Services soins infirmiers
c. Service de pharmacie
d. Service de prévention et contrôle des infections
e. Service de physiothérapie
f. Service d'ergothérapie
g. Service de nutrition
h. Service de travail social
i. Service d'animation-loisirs (bénévoles)
j. Service de pastorale

Ainsi que les services techniques suivants :

k. Service alimentaire
l. Service de buanderie
m. Service d'hygiène et de salubrité
n. Service de maintenance

### Situation

Le CHSLD Saint-Vincent-Marie inc. est situé au :

1175, boul. de la Côte-Vertu
Montréal (Québec) H4L 5J1
Téléphone : 514 744-1175
Télécopie : 514 744-0557

### Structure de l'organisation

Organigramme de l'établissement (voir annexe 2).

| | Nombre d'emploi au 31 mars 2021 | Nombre d'ETC en 2020-2021 |
|---|---|---|
| 1. Personnel en soins infirmiers et cardio-respiratoires | 23 | 14 |
| 2. Personnel paratechnique, services auxiliaires et métiers | 70 | 72 |
| 3. Personnel de bureau, techniciens et professionnels de l'administration | 5 | 2 |
| 4. Techniciens et professionnels de la santé et des services sociaux | 5 | 5 |
| 5. Personnel d'encadrement | 2 | 3 |
| **Total** | **105** | **96** |

## 4. Activités de l'établissement

### Les priorités organisationnelles

Au cours de l'exercice qui se termine, l'organisation a dû inévitablement prioriser tous ces efforts à réaliser une gestion de risque optimale en mettant en place toutes les recommandations et directives ministérielles en lien avec la prévention et le contrôle des infections dans le cadre de la gestion de la Pandémie COVID-19.

### Visite d'évaluation des orientations ministérielles

Suite à la visite des représentants du MSSS 28 et 29 janvier 2020, l'ensemble des recommandations sont intégrées au plan d'amélioration continue de la qualité et de la sécurité.

### Orientations stratégiques et priorités d'action

Le comité de gestion et l'équipe de gestionnaires se sont assurés tout au long de l'année d'être présents et supporter tous les intervenants ainsi que les résidents et les proches aidants.

Le plan stratégique 2018-2020 ainsi que notre plan d'amélioration continue de la qualité et de la sécurité seront actualisés au début de l'année financière 2021-2022.

### Agrément

L'organisation a reçu en octobre 2019 l'accréditation d'Agrément Canada « Agrée avec mention ». Nous poursuivons notre plan d'amélioration continue

de la qualité et de la sécurité ainsi que le processus qui nous mènera à la visite d'octobre 2023.

**Résultats obtenus** (voir annexe 3)

Suivi de l'entente de gestion en annexe (Reddition de compte et Imputabilité de l'établissement 2020-2021).

**Sécurité des soins et services** (voir annexe 4)

Voir en annexe, la répartition des déclarations des incidents/accidents par type d'événement pour l'ensemble de l'établissement couvrant l'année financière 2020-2021.

La déclaration des événements indésirables survenus dans l'établissement constitue une priorité organisationnelle. Le suivi et l'analyse de ces déclarations permettent de mettre en place des pistes de développement et d'amélioration de la qualité des soins et services offerts.

**Examen des plaintes et promotion des droits des usagers**

Conformément à la circulaire du Ministère de la Santé et des services sociaux en lien avec la gestion des plaintes, le rapport d'activités du commissaire aux plaintes et à la qualité des services sera disponible au plus tard le 30 septembre prochain.

**CNESST**

À titre d'information, voici les taux de cotisation à payer pour les trois (3) dernières années :

- 2018 2.37 $
- 2019 2,27 $
- 2020 3,41 $

**Programme d'aide aux employés (PAE)** (voir annexe 5)

Nous avons poursuivi l'accessibilité des services du programme d'aide aux employés (PAE) et les résultats figurent en annexe.

## 5. Conseils ou comités de l'établissement créés en vertu de la LSSSS et des besoins de l'organisation

**Liste des membres du conseil d'administration**

L'établissement étant un établissement privé conventionné, le conseil d'administration est composé du propriétaire.

## Liste des comités et des conseils institués en grande partie par la LSSSS

- Comité de gestion intégrée des risques
- Comité de vigilance et de la qualité
- Comité DSI – Chutes/ contentions/ prévention et contrôle des infections
- Comité de gestion des médicaments
- Comité des usagers
- Comité milieu de vie
- Comité de planification des mesures d'urgence
- Comité santé et sécurité au travail
- Comité Employeur de choix

### Comité de gestion intégrée des risques

Les indicateurs reliés à la gestion des risques sont suivis périodiquement (13 par année) par le comité de gestion.

### Comité de vigilance et de la qualité

La direction en collaboration avec le comité de gestion de l'établissement a actualisé le dossier de gestion intégrée des risques pour ainsi permettre une structure plus efficiente qui a permis au comité de gestion, pour cette année de siéger avec le mandat du comité de vigilance et de la qualité.

### Comité de gestion des médicaments

Ce comité avait déjà révisé tous les processus de gestion des médicaments. Plusieurs protocoles ont dû être révisés afin de rencontrer les meilleures pratiques en termes de prévention et contrôle des infections dans le cadre de la Pandémie COVID-19.

### Comité des usagers (voir annexe 6)

Malheureusement, malgré de nombreux efforts, nous n'avons pas réussi à recruter des membres pour former un comité des usagers. Nous poursuivons nos efforts de recrutement.

### Comité milieu de vie

Ce comité a repris ces activités en janvier 2021. Un travail exceptionnel a été fait et se poursuit afin de rencontrer l'ensemble des recommandations de l'évaluation milieu de vie.

### Comité de planification des mesures d'urgence

Le comité n'a pas tenu de rencontre formelle. La formation sur les mesures d'urgence est prévue au plan de développement des ressources humaines chaque année et un survol des mesures d'urgence est intégré dans la journée

d'accueil des nouveaux employés, notamment une description de chacun des codes d'urgence, un modèle d'affichage des mesures, de même qu'un résumé du rôle de chacun dans ces situations, ce qui a permis d'élargir le nombre d'intervenants formés. Les infirmiers en responsabilité ont également reçu une formation spécifique sur la gestion des tournées de sécurité sur chacun de leur quart de travail.

## Comité santé et sécurité au travail

La mise à jour de l'organigramme de la gestion intégrée des risques et du mandat du comité a permis de regrouper les efforts de façon à harmoniser les interventions dans nos deux (2) établissements. Ainsi, tous les sujets reliés à la gestion des risques dans le cadre du travail sont discutés au comité et font l'objet de recommandations à la direction générale, le tout dans un cadre de sécurité tant pour les intervenants que pour les résidents.

## Comité employeur de choix

Le comité de gestion de CHSLD Age3 reconnaît l'importance déterminante de la contribution de son personnel à la réalisation de sa mission et à la prestation de services de qualité aux résidents.

Dans cet esprit, le comité Employeur de choix est une instance consultative, approuvée par la haute direction de l'établissement, qui a pour mission de promouvoir les pratiques organisationnelles favorables à la santé et au mieux-être ainsi qu'à la santé physique et psychologique des personnes au travail, à la rétention, la fidélisation et la reconnaissance de ceux-ci, et ce, dans le respect des lignes directrices de la direction. Le comité se veut une instance stratégique visant l'établissement et le maintien d'une culture et d'un milieu sain et sécuritaire. Cette approche de santé globale fait partie intégrante des activités de CHSLD Age3 et de sa gestion vers l'atteinte des résultats poursuivis dans le respect de ses valeurs et de sa vision.

Le comité Employeur de choix est une instance privilégiée pour:

- Entreprendre une démarche organisationnelle visant à maintenir et améliorer, de façon durable, l'état de santé et du mieux-être du personnel de CHSLD Age3.
- Faire la promotion de la santé et du mieux-être organisationnels et individuels.
- Favoriser l'attraction, la rétention du personnel et la reconnaissance du personnel.

## Prévention des infections

La prévention et le contrôle des infections représentent un enjeu majeur pour la protection des résidents, du personnel, des bénévoles, des visiteurs et des fournisseurs de services du CHSLD Saint-Vincent-Marie.

Les équipes des soins infirmiers appliquent une gestion systématique des infections nosocomiales.

## Gestion de la prévention des infections

La gestion optimale des risques reliés à la transmission des infections et l'offre de soins et services de qualité est une priorité constante pour l'ensemble des gestionnaires et des employés de l'établissement.

De plus, nos processus d'actions en lien avec la pandémie de Coronavirus ont été harmonisés avec notre CHSLD St-Jude à Laval.

## Éclosion

L'établissement a connu une (1) éclosion de Coronavirus du 29 mars 2020 au 18 juin 2020.

De nombreux résidents et employés ont été atteints. Un seul résident en est décédé, et ce malgré que la gestion de l'éclosion s'est fait dans le plus grand respect des directives ministérielles et des recommandations PCI de la santé publique de Montréal et du CIUSSS du NIM.

Nous avons pu compter sur du personnel et des gestionnaires exceptionnels ainsi que sur la collaboration des résidents et des familles.

Cette mésaventure nous a confirmé que notre personnel est très professionnel et qu'il a à cœur le bien-être et la sécurité des résidents.

Toutes les données en lien avec l'éclosion de Coronavirus ont été transmises au CIUSSS NIM par diverses redditions de compte, GESTRED, communications téléphoniques…

## Formation offerte

De la formation a été offerte aux intervenants et aux proches aidants en matière de prévention et de contrôle des infections en lien avec l'hygiène des mains, le port des ÉPI…

L'établissement a des champions ÉPI qui s'assurent de l'application conforme des règles de PCI.

### Vaccination influenza

Les résultats de la campagne de vaccination hiver 2020-2021 contre l'influenza sont les suivants :

- Taux de vaccination de 88 % chez les résidents.
- Taux de vaccination de 27 % chez les employés et les bénévoles.

## 6. États financiers et analyse des résultats des opérations

### État des résultats du fonds d'exploitation (AS-471) (voir annexe 7)

Pour l'état des résultats, nous avons joint deux (2) extraits du rapport AS-471 au présent rapport annuel de gestion en annexe. Cependant, nous vous référons à notre rapport AS-471.

### Rapport du vérificateur (voir annexe 8)

## 7. Code d'éthique et déontologie des administrateurs (voir annexe 9)

Vous trouverez ci-inclus en annexe, le code d'éthique et de déontologie, mise à jour appliquée à notre établissement.

## 8. Informations spécifiques pour l'année 2020-2021

Notre démarche d'amélioration continue passe aussi par la reconnaissance du travail fait par tous les employés de l'organisation.

La pandémie de Coronavirus aura eu raison de notre habitude d'organiser une journée de reconnaissance des années de service pour tous les intervenants ainsi que de souligner avec cérémonie les employés qui nous quittent pour la retraite. Nous serons créatifs au moment opportun pour permettre des activités de reconnaissance sécuritaires.

Line Mercier
Directrice générale

# ANNEXE 1

## Déclaration de la Directrice générale

# Déclaration de fiabilité des données

Les informations contenues dans le présent rapport annuel de gestion relèvent de ma responsabilité. Cette responsabilité porte sur la fiabilité des données contenues dans le rapport et des contrôles afférents.

Les résultats et les données du rapport annuel de gestion de l'exercice 2020-2021 du CHSLD Saint-Vincent-Marie :

- Décrivent fidèlement la mission, les mandats, les valeurs et les orientations stratégiques de l'établissement;
- Présentement les indicateurs, les cibles et les résultats obtenus;
- Présentement les données exactes et fiables;
- Présentement une concordance avec les états financiers qui sont gérés et audités conformément aux lois et règlements qui les régissent.

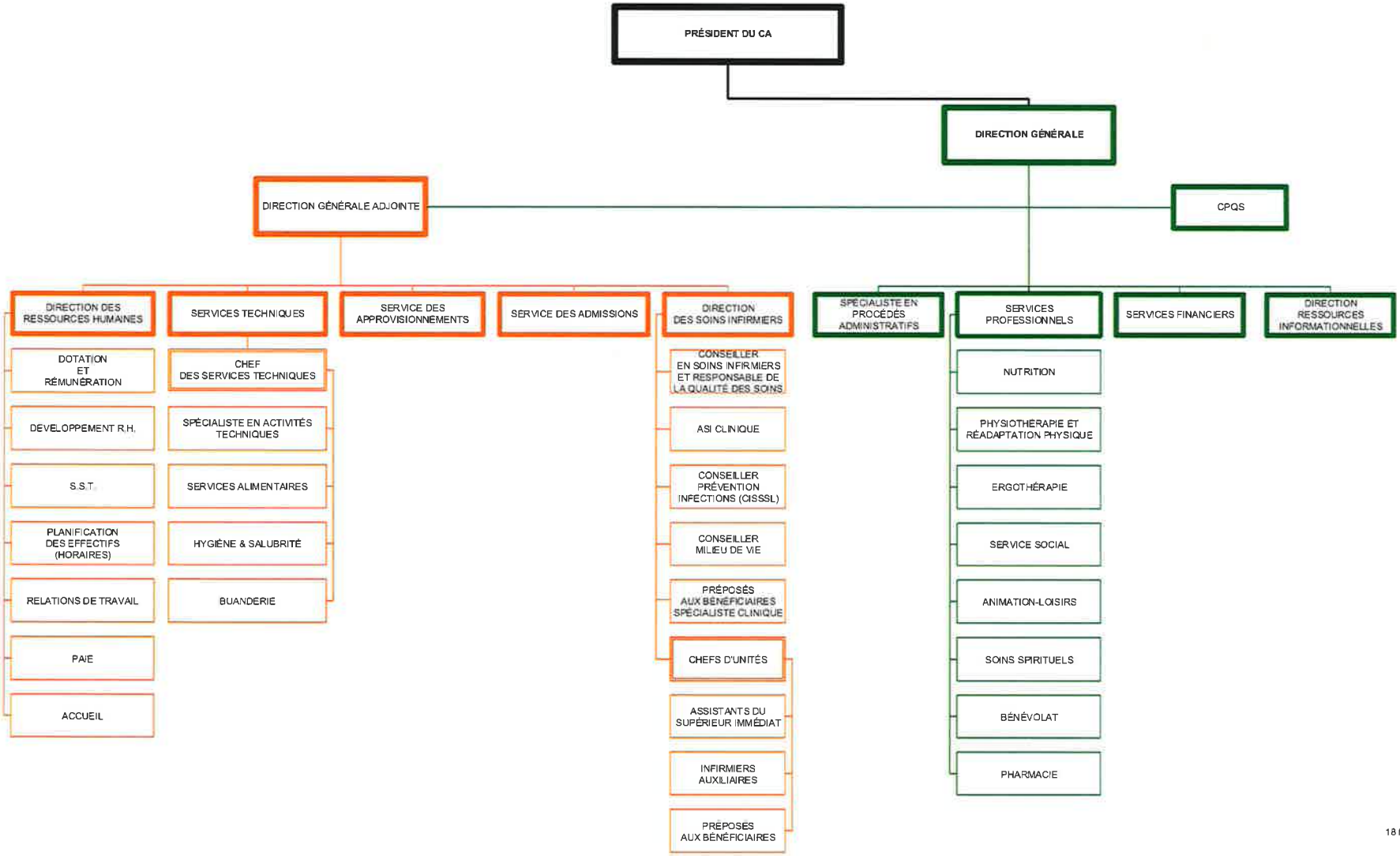
Je déclare que les données contenues dans le présent rapport annuel de gestion sont fiables, c'est-à-dire objectives, exemptes d'erreurs et vérifiables, et qu'il en va de même pour les contrôles afférents aux données présentées. Ces données correspondent à la situation telle qu'elle se présentait pour l'exercice terminé le 31 mars 2021.

Line Mercier
Directrice générale

# ANNEXE 2

## Organigramme

# CHSLD AGE3




18 février 2021

# ANNEXE 3

## Reddition de compte

| DESCRIPTION | RÉSULTATS P13/2020-2021 |
|---|---|
| 1. Disponibilité et utilisation optimale de la main-d'œuvre du réseau. | L'établissement a déposé un plan de main-d'œuvre afin d'améliorer l'équilibre entre les effectifs requis et disponibles. |
| 2. Réduire le recours à la main-d'œuvre indépendante dans les secteurs d'activités cliniques :<br>- Infirmiers<br>- Infirmiers auxiliaires<br>- Préposés aux bénéficiaires | <br>63.54<br>9,11<br>3,65 |
| 3. Réduire le temps travaillé en temps supplémentaire (TS) :<br>- Infirmiers(ères)<br>- Infirmiers(ères) auxiliaires<br>- Préposés aux bénéficiaires<br>- Ensemble du réseau | <br>14,46<br>16,46<br>8,73<br>9,12 |
| 4. Mettre en œuvre des mesures pour améliorer le climat de travail et favoriser la santé et le bien-être du personnel du réseau du MSSS en s'appuyant sur les programmes de type « Entreprise en santé ». Taux d'assurance salaire. | 6,44 |
| 5. Taux d'occupation ajusté | 99,08 |

# ANNEXE 4

# Déclaration
# des événements indésirables

Santé et Services sociaux Québec

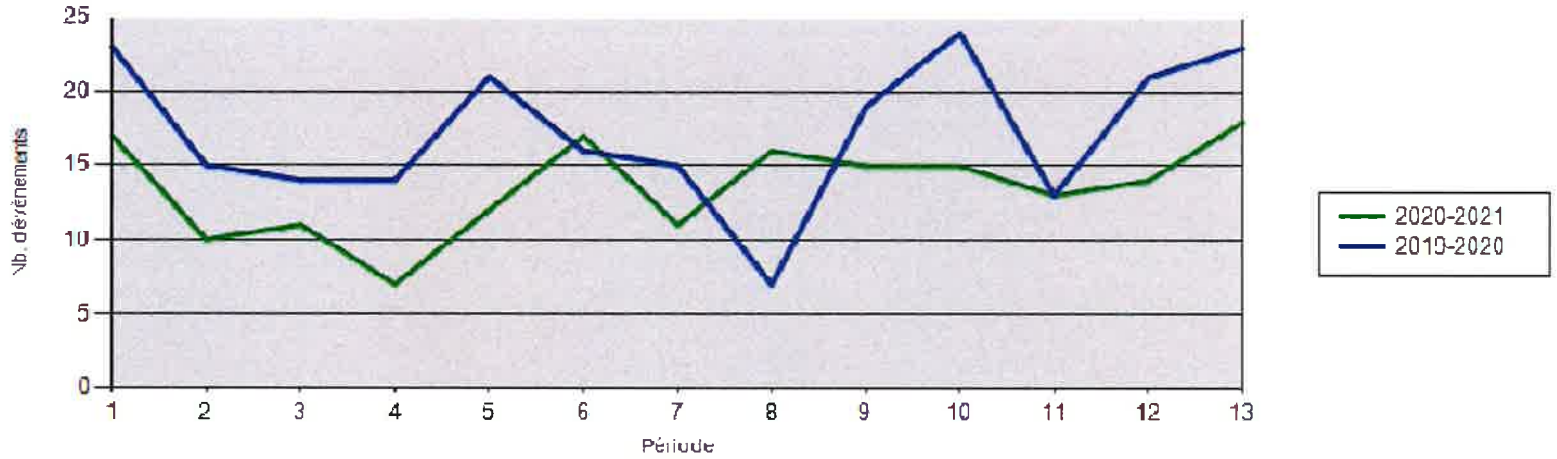
# Système d'Information sur la Sécurité des Soins et des Services

## Rapport annuel incidents - accidents

Comparaison entre deux années et période par période

Établissement: CHSLD AGE3 INC.
Milieux services: Tous
Installations: CHSLD ST-VINCENT-MARIE
Année 1: 2019-2020
Année 2: 2020-2021

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **2020-2021** | 17 | 10 | 11 | 7 | 12 | 17 | 11 | 16 | 15 | 15 | 13 | 14 | 18 | 176 |
| **2019-2020** | 23 | 15 | 14 | 14 | 21 | 16 | 15 | 7 | 19 | 24 | 13 | 21 | 23 | 225 |





© Gouvernement du Québec, 2009-2021

Santé et Services sociaux Québec

# Système d'Information sur la Sécurité des Soins et des Services

## Nombre d'événements par types et par dates

Établissement: CHSLD AGE3 INC.
Date début: 2020-04-01
Date fin: 2021-03-31
Types d'événements: Tous
Milieux services: Tous
Installations: CHSLD ST-VINCENT-MARIE

| | Type | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Chute | Médicament | Traitement/ Intervention | Diète | Autres | Total |
| **Total** | 109 | 14 | 1 | 1 | 51 | 176 |

Date début: 2019-04-01
Date fin: 2020-03-31
Types d'événements: Tous
Milieux services: Tous
Installations: CHSLD ST-VINCENT-MARIE

| | Type | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Chute | Médicament | Traitement/ Intervention | Diète | Test diagnostique laboratoire | Matériel | Abus/ Agression/ Harcèlement/ Intimidation | Autres | Total |
| **Total** | 111 | 24 | 5 | 1 | 1 | 5 | 1 | 74 | 225 |


© Gouvernement du Québec, 2009-2021

Santé et Services sociaux Québec

# Système d'Information sur la Sécurité des Soins et des Services

## Nombre d'événements par gravité et installation

Établissement: CHSLD AGE3 INC.

Exercice financier: 2020-2021

Périodes: Toutes

Types d'événements: Tous

Milieux services: Tous

Installations: CHSLD ST-VINCENT-MARIE

| Installation | Niveau de gravité | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | A | C | D | E1 | E2 | Total |
| CHSLD ST-VINCENT-MARIE | 3 | 8 | 109 | 54 | 2 | 176 |
| **Total** | 3 | 8 | 109 | 54 | 2 | 176 |

Exercice financier: 2019-2020

Périodes: Toutes

Types d'événements: Tous

Milieux services: Tous

Installations: CHSLD ST-VINCENT-MARIE

| Installation | Niveau de gravité | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | A | B | C | D | E1 | E2 | F | Total |
| CHSLD ST-VINCENT-MARIE | 9 | 9 | 24 | 116 | 62 | 1 | 2 | 225 |
| **Total** | 9 | 9 | 24 | 116 | 62 | 1 | 2 | 225 |



© Gouvernement du Québec, 2009-2021

Santé et Services sociaux Québec

# Système d'Information sur la Sécurité des Soins et des Services

## Nombre d'événements par gravité et type d'événement

Établissement: CHSLD AGE3 INC.
Exercice financier: 2020-2021
Périodes: Toutes
Types d'événements: Tous
Milieux services: Tous
Installations: CHSLD ST-VINCENT-MARIE

| Type d'évènement | Niveau de gravité | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | A | C | D | E1 | E2 | Total |
| Autres | 1 | | 10 | 40 | | 51 |
| Chute | 1 | 3 | 90 | 14 | 1 | 109 |
| Diète | | | 1 | | | 1 |
| Médicament | 1 | 5 | 8 | | | 14 |
| Traitement/ Intervention | | | | | 1 | 1 |
| **Total** | 3 | 8 | 109 | 54 | 2 | 176 |

Exercice financier: 2019-2020
Périodes: Toutes
Types d'événements: Tous
Milieux services: Tous
Installations: CHSLD ST-VINCENT-MARIE

| Type d'évènement | Niveau de gravité | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | A | B | C | D | E1 | E2 | F | ND | Total |
| Abus/ Agression/ Harcèlement/ Intimidation | | | | 1 | | | | | 1 |
| Autres | 1 | 1 | 2 | 22 | 47 | | | 1 | 74 |
| Chute | | | 11 | 83 | 14 | 1 | 2 | | 111 |
| Diète | 1 | | | | | | | | 1 |
| Effets personnels | 1 | 1 | | | 1 | | | | 3 |
| Matériel | 4 | 1 | | | | | | | 5 |
| Médicament | 1 | 5 | 10 | 7 | | | | 1 | 24 |
| Test diagnostique laboratoire | 1 | | | | | | | | 1 |
| Traitement/ Intervention | | 1 | 1 | 3 | | | | | 5 |
| **Total** | 9 | 9 | 24 | 116 | 62 | 1 | 2 | 2 | 225 |


© Gouvernement du Québec, 2009-2021

# ANNEXE 5

## Rapport annuel
## Programme d'aide aux employés (PAE)

MORNEAU SHEPELL

# Programme d'aide aux employés
## CHSLD ST-VINCENT-MARIE

**Rapport du quatrième trimestre**

Du 1 mai 2020 au 30 avril 2021

# 1. Utilisation

## Utilisation par trimestre[1]

| | T1 | T2 | T3 | T4 | Nombre total de services fournis | Taux d'utilisation annualisé (%) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'employés admissibles | 106 | 106 | 106 | 106 | | |
| Counseling | 1 | 0 | 0 | 4 | 5 | 4,72% |
| Services travail-vie personnelle | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0,94% |
| **NOMBRE TOTAL d'accès** | **2** | **0** | **0** | **4** | **6** | **5,66%** |
| Nouveaux clients | 2 | 0 | 0 | 2 | 4 | |
| Nombre d'heures pour le counseling | 2,00 | 0,00 | 0,00 | 0,75 | 2,75 | |
| Nombre d'heures pour les services travail-vie personnelle | 0,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,50 | |
| Moyenne de rencontres/utilisateur | 1,25 | 0,00 | 0,00 | 0,38 | 0,81 | |

*[1]Le nombre d'employés admissibles représente la population moyenne pondérée pour chaque trimestre et depuis le début de l'exercice.*

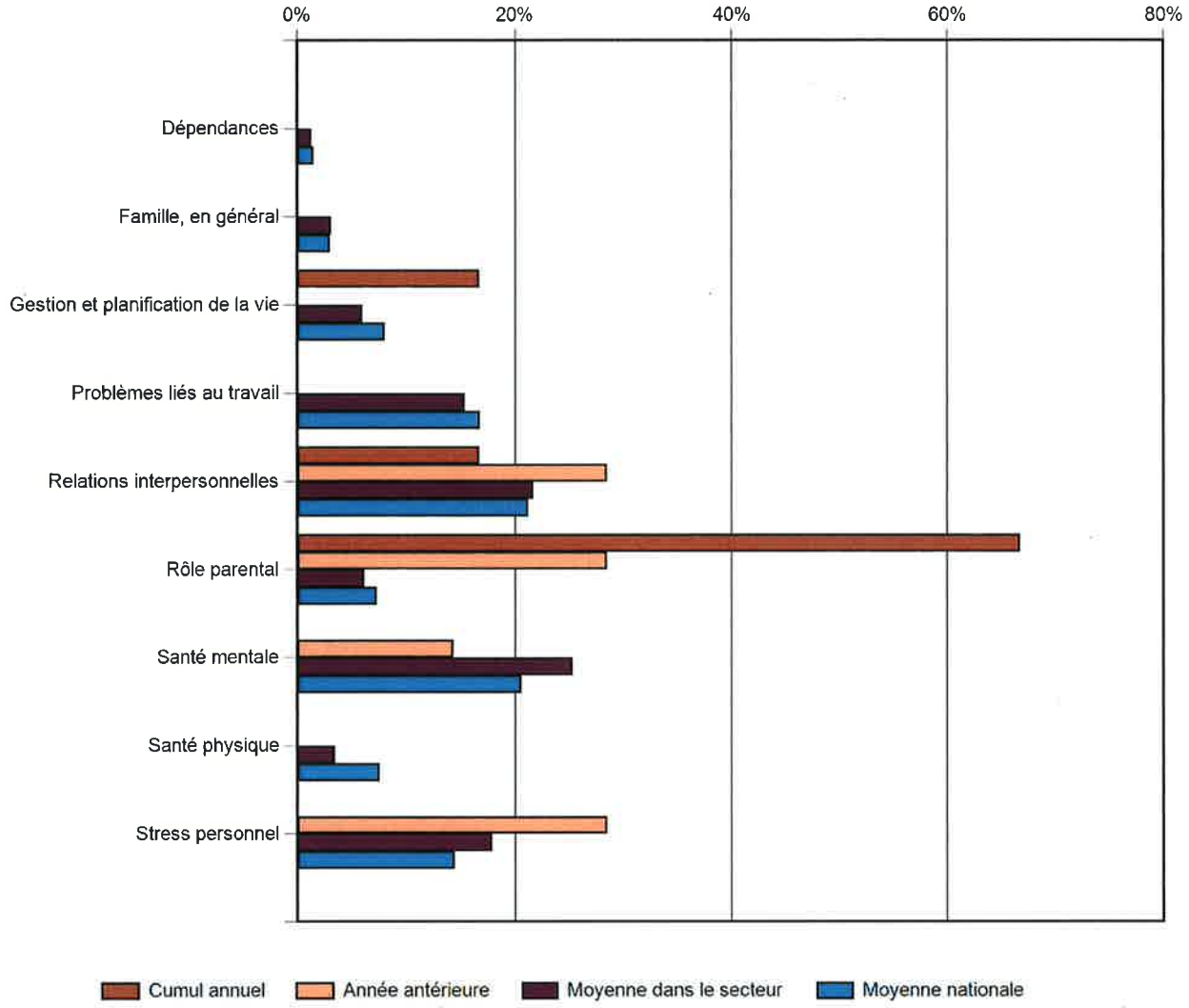
| Utilisation | T1 | T2 | T3 | T4 | Cumul annuel |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'employés admissibles | 106 | 106 | 106 | 106 | 106 |
| Nouveaux clients | 2 | 0 | 0 | 2 | 4 |
| Taux d'utilisation | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 1,89 % | 3,77 % |

## Services non calculés dans l'utilisation

| | T1 | T2 | T3 | T4 | Cumul annuel |
|---|---|---|---|---|---|
| Services d'intervention post-traumatique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Consultation en gestion | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nombre total d'accès | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

# 2. Nouveaux problèmes

## Tableau comparatif des nouveaux problèmes




*Fondé sur le nombre d'accès depuis le début de l'exercice : 6*

| | Dépendances | Famille, en général | Gestion et planification de la vie | Problèmes liés au travail | Relations interpersonnelles | Rôle parental | Santé mentale | Santé physique | Stress personnel |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cumul annuel | 0,0% | 0,0% | 16,7% | 0,0% | 16,7% | 66,7% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Année antérieure | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 28,6% | 28,6% | 14,3% | 0,0% | 28,6% |
| Moyenne dans le secteur | 1,3% | 3,1% | 6,0% | 15,3% | 21,7% | 6,1% | 25,4% | 3,4% | 17,8% |
| Moyenne nationale | 1,5% | 2,9% | 8,0% | 16,7% | 21,2% | 7,2% | 20,6% | 7,5% | 14,4% |

## Survol des services de counseling

Fondé sur le nombre de cas depuis le début de l'exercice : 5

| | Cumul annuel | | Année antérieure | | Moyenne dans le secteur | Moyenne nationale |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dépendances | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 1,4% | 1,9% |
| Famille | 4 | 80,0% | 1 | 20,0% | 8,5% | 9,6% |
| Problèmes liés au travail | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 17,2% | 20,5% |
| Problèmes personnels et émotionnels | 1 | 20,0% | 3 | 60,0% | 57,4% | 50,9% |
| Relations conjugales et interpersonnelles | 0 | 0,0% | 1 | 20,0% | 15,5% | 17,1% |

## Services de counseling selon le mode de prestation

| | T1 | T2 | T3 | T4 | Cumul annuel | Année antérieure |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Consultation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Counseling par vidéoconférence | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 0 |
| Cybercounseling | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| En personne | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 |
| Outils en ligne | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Premier contact | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ressources en santé et mieux-être | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Télécounseling | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 2 |
| kit Mobile | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 0 | 0 | 4 | 5 | 5 |

## Survol des services de travail-vie personelle

Fondé sur le nombre de cas depuis le début de l'exercice : 1

| | Cumul annuel | | Année antérieure | | Moyenne dans le secteur | Moyenne nationale |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Legale - Biens et propriété | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 5,2% | 4,5% |
| Legale - Droit civil | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 4,7% | 4,1% |
| Legale - Droit criminel | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 2,0% | 1,7% |
| Legale - Droit de la famille | 1 | 100,0% | 2 | 100,0% | 27,1% | 19,5% |
| Legale - Droit des personnes | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 2,5% | 1,9% |
| Legale - Droit pénal | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0,3% | 0,3% |
| Legale - Louage | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 1,9% | 1,7% |
| Legale - Testaments/Successions | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 4,1% | 3,6% |
| Soutien financier | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 17,1% | 18,2% |
| Soutien juridique | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 41,7% | 37,2% |

# 3. Profil des clients

## Données démographiques sur la clientèle

| | Cumul annuel | | Année antérieure | |
|---|---|---|---|---|
| **Source d'Information** | **6** | | **7** | |
| Agent orienteur ou pair-intervenant | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| Ancien client revenant au PAE | 1 | 16,7% | 3 | 42,9% |
| Collègue | 3 | 50,0% | 2 | 28,6% |
| Communiqué interne | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| Documents promotionnels | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| Kiosque d'information | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| Membre de la famille | 0 | 0,0% | 1 | 14,3% |
| Mon PAE | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| Prise de contact par le Web | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| Refusé | 2 | 33,3% | 0 | 0,0% |
| Représentant syndical | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| Séance de verbalisation | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| Séance d'information sur le PAE | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| Séminaire sur le mieux-être | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| Service des ressources humaines | 0 | 0,0% | 1 | 14,3% |
| Services de santé au travail | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| Supervision/Cadre | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| Visite du site Web | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |

| | Cumul annuel | | Année antérieure | |
|---|---|---|---|---|
| **Catégorie de Client** | **6** | | **7** | |
| Employé, associé, membre | 6 | 100,0% | 6 | 85,7% |
| Partenaire, conjoint | 0 | 0,0% | 1 | 14,3% |
| Personne à charge | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| Retraité | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |

## Statut des clients

| | T1 | T2 | T3 | T4 | Cumul annuel | Année antérieure |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Nouvel accès | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 5 |
| Ré-accès | 2 | 0 | 0 | 2 | 4 | 2 |
| **Nombre total d'accès** | **2** | **0** | **0** | **4** | **6** | **7** |

## Renseignements particuliers

| | Cumul annuel | | Année antérieure | |
|---|---|---|---|---|
| **Statut de travail au moment de l'appel** | **5** | | **5** | |
| Absents du travail | 0 | 0,0% | 1 | 20,0% |
| Présents au travail | 5 | 100,0% | 4 | 80,0% |

# 4. Résultats

## Mesure des résultats ciblés

| | T1 | T2 | T3 | T4 | Cumul annuel |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de dossiers de counseling fermés | 0 | 1 | 1 | 1 | 3 |
| % de l'objectif réalisé | 0,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

## Nombre de dossiers fermés par répartition des heures

| | T1 | T2 | T3 | T4 | Cumul annuel | Année antérieure |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Une | 1 | 0 | 0 | 1 | 2 | 3 |
| Deux | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 2 |
| Trois | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Quatre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| Cinq | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Six | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sept | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Huit | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Neuf | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de dix | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | 1 | 1 | 1 | 1 | 4 | 11 |

## Amélioration du taux d'absentéisme des employés après le recours au counseling

| | T1 | T2 | T3 | T4 | Cumul annuel | Année antérieure |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Employés absents du travail suite à l'utilisation du service | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Employés de retour au travail suite à l'utilisation du service | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |

## Ressources recommandées

| | T1 | T2 | T3 | T4 | Cumul annuel |
|---|---|---|---|---|---|
| Counseling spécialisé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Groupe d'entraide | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Médecin de famille | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ressources communautaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Services de traitement des dépendances | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Soins hospitaliers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Soins psychiatriques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |

## Satisfaction du client

| | T1 | T2 | T3 | T4 | Cumul annuel |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de questionnaires sur la satisfaction retournés par les clients | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |

## Questionnaire à l'intention des utilisateurs du PAE – ensemble des réponses recueillies depuis le début de l'exercice

| | | Fortement d'accord | D'accord | Ni en accord, ni en désaccord | En désaccord | Fortement en désaccord |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | J'utiliserais à nouveau les services du PAE. | 100% | 0% | 0% | 0% | 0% |
| 2 | Je recommanderais les services du PAE. | 100% | 0% | 0% | 0% | 0% |
| 3 | J'ai été satisfait des services du PAE. | 100% | 0% | 0% | 0% | 0% |

# ANNEXE 6

## Rapport annuel
## Comité des usagers

Santé et Services sociaux Québec

# ANNEXE - 3 - RAPPORT FINANCIER DES COMITÉS DES USAGERS ACCOMPAGNANT LA CIRCULAIRE 2016-021 (03.01.53.01)

**EXERCICE FINANCIER DE LA PÉRIODE DU : 1ER AVRIL 2020 AU 31 MARS 2021**

Une fois ce rapport financier dûment complété, veuillez suivre les modalités indiquées dans l'**ANNEXE 1** intitulée «Instructions générales des annexes accompagnant la circulaire 2016-021 ».

| | | |
|---|---|---|
| **NOM DE L'ÉTABLISSEMENT :** | **CHSLD St-Vincent-Marie** | |
| **NUMÉRO DE PERMIS DE L'ÉTABLISSEMENT :** | | **5123-4003** |
| **SOLDE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT** (Surplus / (Déficit), au début de l'exercice visé) | **(a)** | **0 $** |
| **BUDGET TOTAL ALLOUÉ PAR L'ÉTABLISSEMENT AU COMITÉ DES USAGERS** (Au cours de l'exercice visé) | **(b)** | **6 000 $** |
| **TOTAL DES REVENUS** (a)+(b) = (c) | **(c)** | **6 000 $** |
| **DONS** *(Lorsqu'un don est destiné spécifiquement à un CU, l'établissement doit rendre la totalité de ce montant disponible au CU concerné sans amputer son financement annuel).* | | **0 $** |

| **1. DÉPENSES GÉNÉRALES** | | |
|---|---|---|
| Soutien professionnel | | |
| Fournitures de bureau (papeterie, photocopies, etc.) | | |
| Publication de documents du comité | | |
| Communications interurbaines | | |
| Frais de recrutement | | |
| Formations des membres du comité | | |
| Colloques, congrès, conférences | | |
| Frais de déplacement, hébergement | | |
| Frais postaux | | |
| Allocation personne-ressource | | |
| Abonnements revues et journaux | | |
| Cotisation à un regroupement représentant les comités d'usagers | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |

| **2.A - DÉPENSES SPÉCIFIQUES RELIÉES AU MANDAT DU COMITÉ DES USAGERS DU CENTRE INTÉGRÉ** | | |
|---|---|---|
| REPRÉSENTATION | | |
| Précisez : | | |
| Précisez : | | |
| Précisez : | | |
| Précisez : | | |
| COORDINATION | | |
| Précisez : | | |
| Précisez : | | |
| Précisez : | | |
| Précisez : | | |
| HARMONISATION | | |
| Précisez : | | |
| Précisez : | | |
| Précisez : | | |
| Précisez : | | |

## 2.B - DÉPENSES SPÉCIFIQUES RELIÉES AU MANDAT DU COMITÉ DES USAGERS OU DE RÉSIDENTS

| | | |
|---|---|---|
| RENSEIGNER SUR LES DROITS ET OBLIGATIONS | | |
| Publications (dépliants, lettres d'information, etc.) | | |
| Activités d'information auprès des usagers et des proches | | |
| Déplacement, hébergement | | |
| Matériel de promotion (précisez ci-dessous) | | |
| Précisez : | | |
| Précisez : | | |
| Précisez : | | |
| Précisez : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| PROMOUVOIR L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES CONDITIONS DE VIE | | |
| Publications (dépliants, lettres d'information, etc.) | | |
| Activités d'information auprès des usagers et des proches | | |
| Matériel de promotion (précisez ci-dessous) | | |
| Précisez : | | |
| Précisez : | | |
| Précisez : | | |
| Précisez : | | |
| Précisez : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| ÉVALUER LE DEGRÉ DE SATISFACTION DES USAGERS | | |
| Activités d'évaluation de la satisfaction des usagers | | |
| Outils d'évaluation (élaboration d'un questionnaire, sondage, etc.) | | |
| Honoraires professionnels | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| DÉFENDRE LES DROITS ET LES INTÉRÊTS COLLECTIFS OU INDIVIDUELS | | |
| Activités de promotion sur la défense des droits | | |
| Honoraires professionnels | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| ACCOMPAGNER ET ASSISTER DANS TOUTE DÉMARCHE LORS D'UNE PLAINTE | | |
| Frais de déplacement | | |
| Honoraires professionnels | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |
| Autres (précisez) : | | |

| | | |
|---|---|---|
| **TOTAL DES DÉPENSES** | **(d)** | **0 $** |
| **SOLDE AU 31 MARS 2021** (Surplus / (Déficit), à la fin de l'exercice visé) (c)-(d)=(e)<br>*Le solde dans la case* **(e)** *représente le montant devant être récupéré par l'établissement* | **(e)** | **6 000 $** |

# ANNEXE 7

# Résultats financiers

# Rapport de direction

Les états financiers du CHSLD Saint-Vincent-Marie ont été complétés par la direction qui est responsable de leur préparation et de leur présentation fidèle, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix des conventions comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que les particularités prévues au Manuel de gestion financière édictée en vertu de l'article 477 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes qu'elle considère nécessaire. Celui-ci fournit l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées adéquatement et au moment opportun, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction du CHSLD Saint-Vincent-Marie reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Les états financiers ont été audités par la firme Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L. dûment mandatée pour se faire, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Son apport expose la nature de l'étendue de cet audit ainsi que l'expression de son opinion. La firme Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L. peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Line Mercier
Directrice générale

Cindy Bowles
Conseillère gestion financière

## ÉTAT DES RÉSULTATS

| | | Budget | Fonds Exploitation Ex.courant (R.deP358 C4) | Fonds Immobilisations Exercice courant (Note 1) | Total Ex.courant C2+C3 | Total Ex. préc |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| REVENUS | | | | | | |
| Subventions MSSS (FI:P408) | 1 | 8 739 020 | 8 739 020 | | 8 739 020 | 6 192 381 |
| Subventions Gouvernement du Canada (FI:P294) | 2 | | | | | |
| Contributions des usagers | 3 | 1 359 075 | 1 359 075 | XXXX | 1 359 075 | 1 268 602 |
| Ventes de services et recouvrements | 4 | 3 035 | 3 035 | XXXX | 3 035 | 2 803 |
| Donations (FI:P294) | 5 | | | | | |
| Revenus de placement (FI:P302) | 6 | | | | | |
| Revenus de type commercial | 7 | | | | | |
| Gain sur disposition (FI:P302) | 8 | | | | | |
| | 9 | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX |
| | 10 | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX |
| Autres revenus (FI:P302) | 11 | 8 688 | 8 688 | | 8 688 | 9 747 |
| TOTAL (L.01 à L.11) | 12 | 10 109 818 | 10 109 818 | | 10 109 818 | 7 473 533 |
| CHARGES | | | | | | |
| Salaires, avantages sociaux et charges sociales | 13 | 7 316 251 | 7 316 251 | XXXX | 7 316 251 | 4 832 213 |
| Médicaments | 14 | 71 412 | 71 412 | XXXX | 71 412 | 70 681 |
| Produits sanguins | 15 | | | XXXX | | |
| Fournitures médicales et chirurgicales | 16 | 54 365 | 54 365 | XXXX | 54 365 | 56 788 |
| Denrées alimentaires | 17 | 140 102 | 140 102 | XXXX | 140 102 | 135 024 |
| Rétributions versées aux ressources non institutionnelles | 18 | | | XXXX | | |
| Frais financiers (FI:P325) | 19 | | | | | |
| Entretien et réparations, y compris les dépenses non capitalisables relatives aux immobilisations | 20 | 264 527 | 264 527 | | 264 527 | 144 444 |
| Créances douteuses | 21 | 6 687 | 6 687 | XXXX | 6 687 | 6 247 |
| Loyers | 22 | 1 054 698 | 1 054 698 | XXXX | 1 054 698 | 1 034 015 |
| Amortissement des immobilisations (FI:P422) | 23 | | XXXX | | | |
| Perte sur disposition d'immobilisations (FI:P420, 421) | 24 | | XXXX | | | |
| Dépenses de transfert | 25 | | | XXXX | | |
| | 26 | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX |
| Autres charges (FI:P325) | 27 | 967 814 | 967 814 | | 967 814 | 955 674 |
| TOTAL (L.13 à L.27) | 28 | 9 875 856 | 9 875 856 | | 9 875 856 | 7 235 086 |
| SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE (L.12 - L.28) | 29 | 233 962 | 233 962 | | 233 962 | 238 447 |

*Note 1: la colonne 3 s'applique aux établissements publics seulement*

## ÉTAT DES SURPLUS (DÉFICITS) CUMULÉS

| | | Fonds Exploitation Ex.courant | Fonds immobilisations Ex.courant | Total Ex.courant (C1+C2) | Total Ex.préc. | Notes |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | |
| SURPLUS (DÉFICITS) CUMULÉS AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLIS | 1 | 132 265 | | 132 265 | (106 182) | |
| Modifications comptables avec retraitement des années antérieures (préciser) | 2 | | | | | |
| Modifications comptables sans retraitement des années antérieures (préciser) | 3 | | | | XXXX | |
| SURPLUS (DÉFICITS) CUMULÉS AU DÉBUT REDRESSÉS (L.01 à L.03) | 4 | 132 265 | | 132 265 | (106 182) | |
| SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE | 5 | 233 962 | | 233 962 | 238 447 | |
| Autres variations: | | | | | | |
| Transferts interétablissements (préciser) | 6 | | | | | |
| Transferts interfonds (préciser) | 7 | | | | | |
| Autres éléments applicables aux établissements privés conventionnés (préciser) | 8 | | XXXX | | | |
| | 9 | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX | |
| TOTAL DES AUTRES VARIATIONS (L.06 à L.09) | 10 | | | | | |
| SURPLUS (DÉFICITS) CUMULÉS À LA FIN (L.04 + L.05 + L.10) | 11 | 366 227 | | 366 227 | 132 265 | |

**Le solde à la fin est constitués des éléments suivants:**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Affectations d'origine externe (P289) | 12 | XXXX | XXXX | | |
| Affectations d'origine interne (P289) | 13 | XXXX | XXXX | | |
| Solde non affecté (L.11 - L.12 - L.13) | 14 | XXXX | XXXX | 366 227 | 132 265 |
| TOTAL (L.12 à L.14) | 15 | XXXX | XXXX | 366 227 | 132 265 |

Tous les fonds — exercice terminé le 31 mars 2021 - AUDITÉE

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

| | FONDS | Exploitation | Immobilisations | Total Ex.courant (C1+C2) | Total Ex.préc. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 |
| **ACTIFS FINANCIERS** | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 1 | 75 021 | | 75 021 | (100 552) |
| Placements temporaires | 2 | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX |
| Débiteurs - MSSS (FE:P362, FI:P408) | 3 | | | | 319 434 |
| Autres débiteurs (FE:P360, FI: P400) | 4 | 2 147 475 | | 2 147 475 | 1 607 583 |
| Avances de fonds aux établissements publics | 5 | XXXX | | | |
| Créances interfonds (dettes interfonds) | 6 | | | | |
| Subvention à recevoir (perçue d'avance) - réforme comptable (FE:P362, FI:P408) | 7 | 405 683 | | 405 683 | 398 783 |
| Placements de portefeuille | 8 | | | | |
| Frais reportés liés aux dettes | 9 | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX |
| Actifs destinés à la vente | 10 | XXXX | | | |
| Autres éléments (FE: P360, FI: P400) | 11 | | | | |
| TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS (L.01 à L.11) | 12 | 2 628 179 | | 2 628 179 | 2 225 248 |
| **PASSIFS** | | | | | |
| Emprunts temporaires (FE: P365, FI: P403) | 13 | | | | |
| Créditeurs - MSSS (FE: P362, FI: P408) | 14 | 216 128 | | 216 128 | |
| Autres créditeurs et autres charges à payer (FE: P361, FI: P401) | 15 | 1 351 931 | | 1 351 931 | 1 502 093 |
| Avances de fonds - enveloppes décentralisées | 16 | XXXX | | | |
| Intérêts courus à payer (FE: P361, FI: P401) | 17 | | | | |
| Revenus reportés (FE: P290 et 291, FI: P294) | 18 | 4 567 | | 4 567 | 14 731 |
| | 19 | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX |
| Dettes à long terme (FI: P403) | 20 | XXXX | | | |
| Passif au titre des sites contaminés (FI: P401) | 21 | XXXX | | | |
| Passif au titre des avantages sociaux futurs (FE: P363) | 22 | 560 889 | XXXX | 560 889 | 524 727 |
| | 23 | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX |
| Autres éléments (FE: P361, FI: P401) | 24 | 137 043 | | 137 043 | 105 139 |
| TOTAL DES PASSIFS (L.13 à L.24) | 25 | 2 270 558 | | 2 270 558 | 2 146 690 |
| ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)(L.12 - L.25) | 26 | 357 621 | | 357 621 | 78 558 |
| **ACTIFS NON FINANCIERS** | | | | | |
| Immobilisations (FI: P423) | 27 | XXXX | | | |
| Stocks de fournitures (FE: P360) | 28 | | XXXX | | |
| Frais payés d'avance (FE: P360, FI: P400) | 29 | 8 606 | | 8 606 | 53 707 |
| TOTAL DES ACTIFS NON FINANCIERS (L.27 à L.29) | 30 | 8 606 | | 8 606 | 53 707 |
| CAPITAL-ACTIONS ET SURPLUS D'APPORT | 31 | | XXXX | | |
| SURPLUS (DÉFICITS) CUMULÉS (L.26 + L.30 - L.31) | 32 | 366 227 | | 366 227 | 132 265 |

*Obligations et droits contractuels (pages 635-00 à 635-05, 636-00 et 636-01) et PPP (638-01 et 638-02)*

*Éventualités (page 270)*

*Biens détenus en fiducie (page 375)*

## ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)

| | | Budget | Fonds Exploitation | Fonds Immobilisations | Total - Ex.Courant (C2+C3) | Total - Ex.Précédent |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLIS | 1 | 78 558 | 78 558 | | 78 558 | (149 757) |
| Modifications comptables avec retraitement des années antérieures | 2 | | | | | |
| Modifications comptables sans retraitement des années antérieures | 3 | | | | | XXXX |
| ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) AU DÉBUT REDRESSÉ (L.01 à L.03) | 4 | 78 558 | 78 558 | | 78 558 | (149 757) |
| SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE (P.200, L.29) | 5 | 233 962 | 233 962 | | 233 962 | 238 447 |
| VARIATIONS DUES AUX IMMOBILISATIONS: | | | | | | |
| Acquisitions (FI:P421) | 6 | | XXXX | | | |
| Amortissement de l'exercice (FI:P422) | 7 | | XXXX | | | |
| Dispositions (FI:P420, 421 ) | 8 | | XXXX | | | |
| Produits sur dispositions | 9 | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX |
| Réduction de valeurs (FI:P420, 421) | 10 | | XXXX | | | |
| Redressements des immobilisations | 11 | | XXXX | | | |
| | 12 | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX |
| | 13 | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX |
| TOTAL DES VARIATIONS DUES AUX IMMOBILISATIONS (L.06 à L.13) | 14 | | XXXX | | | |
| VARIATIONS DUES AUX STOCKS DE FOURNITURES ET AUX FRAIS PAYÉS D'AVANCE: | | | | | | |
| Acquisition de stocks de fournitures | 15 | | | XXXX | | |
| Acquisition de frais payés d'avance | 16 | | | | | |
| Utilisation de stocks de fournitures | 17 | | | XXXX | | |
| Utilisation de frais payés d'avance | 18 | 45 101 | 45 101 | | 45 101 | (10 132) |
| TOTAL DES VARIATIONS DUES AUX STOCKS DE FOURNITURES ET AUX FRAIS PAYÉS D'AVANCE (L.15 à L.18) | 19 | 45 101 | 45 101 | | 45 101 | (10 132) |
| Autres variations des surplus (déficits) cumulés | 20 | | | | | |
| AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (L.05 + L.14 + L.19 + L.20) | 21 | 279 063 | 279 063 | | 279 063 | 228 315 |
| ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) À LA FIN (L.04 + L.21) | 22 | 357 621 | 357 621 | | 357 621 | 78 558 |

## Note 1. - Constitution et mission

Centre d'hébergement St-Vincent-Marie (ci-après l'« établissement »), un établissement privé conventionné, a été constitué en corporation par lettres patentes sous l'autorité de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ, chapitre S-4.2). Il a pour mandat de promouvoir la santé, le bien-être et la contribution active de la population du territoire de l'établissement en orchestrant les soins de santé et les services sociaux, en misant sur l'accessibilité, la qualité et la sécurité, tout en favorisant les partenariats afin de faciliter le cheminement intégré des personnes.

Le siège social de l'établissement est situé à Montréal.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'établissement est assujetti aux impôts sur le revenu du Québec et du Canada.

## Note 2. - Pandémie de COVID-19

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2021, le gouvernement a maintenu l'état d'urgence sanitaire qu'il a imposé le 13 mars 2020 conséquemment à la déclaration de pandémie de COVID-19 par l'Organisation mondiale de la santé.

Cette pandémie continue d'affecter les activités de l'établissement, causant notamment une augmentation des heures travaillées et de la consommation de fournitures médicales. Ces coûts sont comptabilisés dans les présents états financiers, à l'exception cependant du coût des équipements de protection individuelle provenant de l'approvisionnement gouvernemental pour lesquels il n'y a eu aucune refacturation et que l'établissement a choisi de ne pas constater.

L'établissement a également comptabilisé un revenu de subvention et un montant à recevoir du MSSS. En effet, le gouvernement du Québec s'est engagé à financer les coûts directement générés par la pandémie de COVID-19 jusqu'à concurrence de la somme requise pour ramener les résultats financiers des activités principales du fonds d'exploitation en équilibre et certains coûts relatifs à des activités accessoires.

À la date de mise au point définitive des états financiers, l'évolution de la pandémie de COVID-19, sa durée et son incidence demeurent inconnus. Par conséquent, l'établissement est dans l'impossibilité de déterminer toutes ses répercussions sur sa situation financière, ses résultats financiers et ses flux de trésorerie pour les exercices futurs.

## Note 3. - Principales méthodes comptables

**Référentiel comptable**

Le présent rapport financier annuel est établi conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, en tenant compte des particularités du Manuel de gestion financière rédigé par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et prescrites par l'article 477 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ, chapitre S-4.2).

**Utilisation d'estimations**

La préparation du rapport financier AS-471 exige que la direction de l'établissement ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, des revenus et des charges de l'exercice ainsi que sur la présentation des actifs et des

passifs éventuels à la date des états financiers. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

**État des gains et pertes de réévaluation**

Les chapitres SP 1201, « Présentation des états financiers » et SP 3450, « Instruments financiers » du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public* requièrent la présentation d'un état des gains et pertes de réévaluation lorsque l'entité qui présente les états financiers détient des instruments financiers évalués à leur juste valeur ou libellés en devises étrangères. Le format du rapport financier annuel AS-471, prescrit par le ministère de la Santé et des Services sociaux en vertu de l'article 300 n'inclut pas cet état financier puisque la grande majorité des entités du réseau de la santé et des services sociaux ne détient pas d'instruments financiers devant être évalués à la juste valeur considérant notamment les limitations imposées par l'article 265 de cette loi relativement à l'acquisition d'actions d'une personne morale.

Considérant que l'établissement ne détient aucun élément devant être comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises, la présentation de cet état financier n'est donc pas requise.

**Comptabilité d'exercice**

La comptabilité d'exercice est utilisée tant pour l'information financière que pour les données quantitatives non financières.

Ainsi, il comptabilise les opérations et les faits dans l'exercice au cours duquel ils se produisent, sans égard au moment où ils donnent lieu à un encaissement ou un décaissement.

Les revenus et les charges qui ne peuvent être estimés au prix d'un effort raisonnable à la date des états financiers sont constatés dans l'exercice au cours duquel ils donnent lieu à un encaissement ou un décaissement.

**Comptabilité par fonds**

Étant un établissement privé, Centre d'hébergement St-Vincent-Marie n'est pas tenu de créer et de maintenir un fonds d'immobilisations. Il n'est pas assujetti à la politique de capitalisation des immobilisations.

**Opérations interentités**

Une opération interentités est une transaction conclue entre entités sous contrôle commun, qui donne lieu à un transfert d'actifs, financiers ou non, ou de passifs, ou la fourniture de biens ou de services. Elle exclut les opérations de restructuration interne, ainsi que les opérations conclues avec un partenaire dans le cadre d'un partenariat.

Les opérations interentités de l'établissement sont celles effectuées avec Médic-Or Inc., mais excluent toutes celles réalisées avec un établissement public du réseau de la santé et des services sociaux ou toute autre entité contrôlée par le gouvernement.

Les actifs reçus sans contrepartie dans le cadre d'une opération interentités sont constatés à leur valeur comptable, soit le coût ainsi que l'amortissement cumulé. Les services reçus à titre gratuit ne sont pas comptabilisés. Les autres opérations interentités sont constatées à la valeur

d'échange, c'est-à-dire au montant convenu pour la contrepartie donnée en échange de l'élément transféré ou du service fourni.

**Biens en fiducie**

La description des biens détenus en fiducie gérés par l'établissementainsi que le sommaire des soldes sont présentés à la page 375 du rapport financier annuel AS-471.

**Revenus de subvention**

Les subventions gouvernementales du Québec ou de tout autre gouvernement, ou d'organismes inclus dans leur périmètre comptable, reçues ou à recevoir, sont constatées aux revenus dans l'exercice au cours duquel le cédant les a dûment autorisées et lorsque l'établissement bénéficiaire a respecté tous les critères d'admissibilité, s'il en est.

En présence de stipulations précises imposées par le cédant quant à l'utilisation des ressources ou aux actions que l'établissement doit poser pour les conserver, ou en présence de stipulations générales et d'actions ou de communications de l'établissement, les subventions gouvernementales sont d'abord comptabilisées à titre de revenus reportés, puis passées aux résultats au fur et à mesure que les stipulations sont satisfaites.

Une subvention pluriannuelle en provenance d'un ministère, d'un organisme budgétaire ou d'un fonds spécial n'est dûment autorisée par le Parlement que pour la partie pourvue de crédits au cours de l'exercice ou figurant au budget de dépenses et d'investissement votés annuellement par l'Assemblée nationale, respectivement, comme stipulé dans la Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts (RLRQ, chapitre S-37.01).

**Revenus provenant des usagers**

Les revenus provenant des usagers comprennent les sommes exigibles selon les tarifs établis par règlement, pour l'hébergement d'usagers hébergés dans une installation maintenue par un établissement public ou privé conventionné ou dans une ressource intermédiaire ou de type familial.

Ils incluent également les montants imposés aux usagers ayant un statut de résidents du Québec, à des non-résidents du Québec ou du Canada et à des tiers responsables pour des services rendus à des usagers en vertu de lois du Québec, du Canada ou de tout autre gouvernement, pour des soins ou des services qui ne sont pas de la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux en vertu de la Loi sur l'assurance-hospitalisation (RLRQ, chapitre A-28) ou de la Loi sur les services de santé et des services sociaux (RLRQ, chapitre S-4.2), ainsi que les montants payables par un bénéficiaire résident recevant des soins de courte durée pour l'occupation d'une chambre privée ou semi-privée, selon les tarifs exigibles en vertu de l'article 10 du Règlement d'application de la Loi sur l'assurance-hospitalisation (RLRQ, chapitre A-28, r.1).

Ces revenus sont constatés au moment de la prestation de services et sont diminués des déductions, exonérations et exemptions accordées à certains de ceux-ci.

**Ventes de services et recouvrements**

Les ventes de services représentent des ventes effectuées à partir d'un centre d'activités, autres que la prestation de services aux usagers. Elles sont comptabilisées dans les revenus au fur et à mesure que les services sont rendus.

Les revenus de recouvrement sont constitués des récupérations, en tout ou en partie, d'une charge incluse dans le coût direct brut pris en charge par un centre d'activités. Ils excluent tout revenu d'un usager pour des services ou des soins qu'un établissement est appelé à rendre ou vente de services. Ils sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils ont lieu.

**Revenus de type commercial**

Ces revenus émanent de l'exploitation d'activités commerciales comme la cantine et le casse-croûte et la location d'immeubles. Ils sont constatés aux résultats de l'exercice au cours duquel les biens sont livrés et les services sont rendus.

**Salaires, avantages sociaux et charges sociales**

Les charges relatives aux salaires, avantages sociaux et charges sociales sont constatées dans les résultats de l'exercice au cours duquel elles sont engagées, sans considération du moment où les opérations sont réglées par un décaissement.

En conséquence, les obligations découlant de ces charges courues sont comptabilisées à titre de passif. La variation annuelle de ce compte est portée aux charges de l'exercice.

**Frais financiers**

Les frais financiers comprennent les intérêts sur la dette à long terme.

**Instruments financiers**

Les instruments financiers sont des contrats qui donnent lieu à un actif financier pour une entité et à un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour une autre.

Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont comptabilisés au coût après amortissement.

Actifs financiers évalués au coût après amortissement

Les instruments financiers dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût après amortissement comprennent l'encaisse (découvert bancaire), les débiteurs MSSS, les autres débiteurs, les créances inter fonds et les subventions à recevoir.

Plus spécifiquement :

*Encaisse*

L'encaisse représente le solde aux livres.

- *Débiteurs MSSS*

Les débiteurs MSSS sont comptabilisés au coût et ne font l'objet d'aucune provision pour créances douteuses.

- *Autres débiteurs*

  Les autres débiteurs sont présentés à leur valeur recouvrable nette au moyen d'une provision pour créances douteuses. La variation annuelle de cette provision est comptabilisée aux charges non réparties de l'exercice.

- Passifs financiers évalués ou au coût après amortissement

Les passifs financiers sont évalués au coût après amortissement, et comprennent les créditeurs MSSS, les autres créditeurs et autres charges à payer et les dettes à long terme.

Plus spécifiquement :

- *Créditeurs et autres charges à payer*

  Les créditeurs et autres charges à payer englobent notamment les sommes dues aux fournisseurs, les salaires et les déductions à la source et les charges sociales courus à payer, l'impôt provincial à payer prélevé sur les salaires versés, la provision pour les passifs éventuels.

  Les fournisseurs incluent tout passif relatif à des travaux effectués, des marchandises reçues ou des services rendus.

- *Dettes à long terme*

  Les dettes à long terme sont comptabilisées au montant encaissé lors de l'émission.

**Passifs**

Les passifs sont des obligations actuelles d'un établissement envers des tiers, résultant d'opérations ou d'événements passés et dont le règlement prévu donnera lieu à une sortie future de ressources représentatives d'avantages économiques.

Ils sont constatés lorsqu'il existe une base de mesure appropriée pour procéder à une estimation raisonnable du montant.

Les passifs (autres que les passifs financiers) comprennent les revenus reportés, le passif au titre des avantages sociaux futurs, et les autres éléments de passif.

- *Passif au titre des avantages sociaux futurs*

  Le passif au titre des avantages sociaux futurs comprend principalement les obligations découlant de l'assurance salaire, les congés de maladie et de vacances cumulés.

- *Provision pour vacances*

Les obligations découlant des congés de vacances des employés sont estimées à partir des heures cumulées au 31 mars 2021 et des taux horaires prévus en 2021-2022. Elles ne sont pas actualisées, car elles sont payables au cours de l'exercice suivant.

- *Provision pour assurance salaire*

  Les obligations découlant de l'assurance salaire sont évaluées annuellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux selon une méthode basée sur la moyenne des observations d'établissements qui tient compte de la répartition de l'assurance salaire par groupe d'âge et groupe d'emploi. Elle considère également les charges en assurances salaires observées au rapport financier annuel AS-471 des trois derniers exercices financiers complets au moment de l'évaluation. La variation annuelle de la provision pour assurance salaire est constatée dans les charges non réparties.

- *Provision pour congés de maladie*

  La provision pour congés de maladie-années courantes est évaluée sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux. Ainsi, le personnel à temps régulier bénéficie annuellement de 9,6 jours de congé de maladie. Les journées de maladie non utilisées sont payables une fois par année, en décembre. La provision inclut donc les journées non utilisées depuis le paiement jusqu'au 31 mars, selon les taux horaires prévus en 2021-2022. Ces obligations ne sont pas actualisées, car elles sont payables au cours de l'exercice suivant.

- *Provision pour droits parentaux*

  Les obligations découlant des droits parentaux sont évaluées sur la base du nombre d'employés en congé parental au 31 mars 2021 et la rémunération versée pour l'exercice 2021-2022, laquelle est répliquée pour le reste de la durée du congé ou au maximum jusqu'au 31 mars 2022.

  La variation annuelle est ventilée dans les centres et sous-centres d'activités concernés.

**Actifs financiers**

Les actifs financiers sont des ressources financières qui peuvent être utilisées pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à être utilisés pour la prestation de services publics.

Ils sont constatés lorsqu'il existe une base de mesure appropriée pour procéder à une estimation raisonnable du montant.

Les actifs financiers, autres que les instruments financiers, sont composés des éléments suivants :

**Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont des éléments d'actif qui seront utilisés par l'établissement dans le cours normal de ses activités pour la prestation de services publics au cours des prochains exercices financiers.

Les actifs non financiers comprennent les frais payés d'avance et les stocks.

- Frais payés d'avance

  Les frais payés d'avance sont des actifs non financiers représentant des débours effectués avant le 31 mars pour des services à recevoir au cours du ou des prochains exercices financiers suivants.

  Ils sont imputés aux charges de l'exercice au cours duquel l'établissement consomme effectivement les services.

**Classification des activités**

La classification des activités tient compte des services que l'établissement peut fournir dans la limite de ses objets et pouvoirs et de ses sources de financement. Les activités sont classées en deux groupes :

Les activités principales comprennent les opérations qui découlent de la prestation des services que l'établissement est appelé à fournir et qui sont essentiels à la réalisation de sa mission dans le cadre de son budget de fonctionnement approuvé par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Les activités accessoires comprennent les services que l'établissement rend, dans la limite de ses objets et pouvoirs, en sus de la prestation de services qu'il est appelé à fournir.

Les activités accessoires sont subdivisées en deux sous-groupes :

Activités accessoires complémentaires : elles n'ont pas trait à la prestation de services reliés à la mission de l'établissement. Elles peuvent toutefois constituer un apport au réseau de la santé et des services sociaux.

Activités accessoires de type commercial : elles regroupent toutes les opérations de type commercial. Elles ne sont pas reliées directement à la prestation de services aux usagers.

**Centres d'activités**

En complément de la présentation de l'état des résultats par nature des charges, et à moins de dispositions spécifiques, la plupart des charges engagées par l'établissement dans le cadre de ses activités principales et accessoires sont réparties par objet dans des centres d'activités.

Chacun des centres d'activités regroupe des charges relatives à des activités ayant des caractéristiques et des objectifs similaires eu égard aux services rendus. Certains centres d'activités sont subdivisés en sous-centre d'activités.

**Unités de mesure**

Une unité de mesure est une donnée quantitative et non financière, compilée de façon spécifique pour un centre ou un sous-centre d'activités donné dans le but de fournir une indication de son niveau d'activités. Elle représente un coût unitaire relié aux coûts directs nets ajustés soit de production de produits ou de services, soit de consommation.

## Note 4. - Maintien de l'équilibre budgétaire

En vertu des articles 3 et 4 de la Loi sur l'équilibre budgétaire du réseau public de la santé et des services sociaux (RLRQ, chapitre E-12.0001), l'établissement doit maintenir l'équilibre entre ses revenus et ses charges en cours d'exercice financier et ne doit pas encourir de déficit en fin d'exercice financier.

Selon les résultats présentés à la page 200 du rapport financier annuel AS-471 pour l'exercice terminé le 31 mars 2021, l'établissement a respecté cette obligation légale.

## Note 5. - Données budgétaires

Les données budgétaires présentées à l'état des résultats ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) aux pages 200 et 206 respectivement, relativement au fonds d'exploitation sont préparées selon les mêmes méthodes comptables que celles pour les données réelles et pour le même ensemble d'activités et d'opérations relativement aux fonds d'exploitation.

## Note 6. - Autres débiteurs

La nature des autres débiteurs est précisée à la page 630-00 du rapport financier annuel AS-471.

## Note 7. - Autres éléments d'actif

La nature des autres éléments d'actif est précisée aux pages 360-00 et 400-00 du rapport financier annuel AS-471.

## Note 8. - Autres créditeurs

La nature des autres créditeurs est précisée à la page 633-00 du rapport financier annuel AS-471.

## Note 9. - Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers acquis, construits, développés ou améliorés, destinées à être utilisées de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services. Leur durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice financier. Elles sont comptabilisées au coût, lequel inclut tous les frais directement rattachés à leur acquisition, construction, développement, amélioration, y compris les frais financiers capitalisés au cours de cette période.

Les immobilisations, à l'exception des terrains, sont amorties selon une méthode logique et systématique correspondant à leur durée de vie utile.

Les différentes catégories d'immobilisations et leur durée de vie utile sont :

| Catégorie | Durée |
|---|---|
| Améliorations locatives | 10 ans |
| Mobilier, équipements et système téléphonique | 15 ans |
| Équipement informatique | 5 ans |

## Note 10. - Billets à recevoir

| | Exercice courant | Exercice précédent |
|---|---|---|
| Billets à recevoir, 3,0084 % et 3,6053 %, encaissables par versements semestriels de 9 131 $ et 11 125 $, capital et intérêts, échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2023 | 254 776 $ | 286 788 $ |
| Tranche échéant à moins d'un an | 114 196 $ | 31 652 $ |
| | 140 580 $ | 255 136 $ |

Les versements sur les billets à recevoir au cours des prochains exercices s'élèvent à 114 196 $ en 2022, à 18 288 $ en 2023 et à 122 292 $ en 2024.

## Note 11. - Dettes à long terme

| | Exercice courant | Exercice précédent |
|---|---|---|
| Billets à payer, taux variant de 3,0084 % et 3,6053 %, remboursables par versements semestriels de 9 131 $ et 11 125 $, capital et intérêts, échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2023 | 254 776 $ | 286 788 $ |

L'échéancier des versements en capital à effectuer au cours des prochains exercices sur la dette à long terme se détaille comme suit :

| | $ |
|---|---|
| 2021-2022 | 114 196 |
| 2022-2023 | 18 288 |
| 2023-2024 | 122 292 |
| Total | 254 776 |

## Note 12. - Informations relatives à l'état des flux de trésorerie

Les informations relatives à l'état des flux de trésorerie sont présentées aux pages 208-01 et 208-02 du rapport financier AS-471

## Note 13. - Gestion des risques associés aux instruments financiers

Dans le cadre de ses activités, l'établissement est exposé à divers risques financiers, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de taux d'intérêt. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion des risques qui l'assurent de gérer

les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels sur les résultats.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit associé à la subvention à recevoir – réforme comptable est faible, puisque ce poste est constitué de contributions à recevoir confirmées par le gouvernement du Québec, qui jouit d'une excellente réputation sur les marchés financiers. Ces sommes sont principalement reçues dans les quelques jours suivant la fin de l'exercice.

Afin de réduire ce risque, l'établissement s'assure d'avoir l'information complète sur les différents autres débiteurs afin de les facturer en temps opportun. Il fait parvenir des états de compte aux retardataires et achemine les comptes en souffrance à une agence de recouvrement. Il analyse régulièrement le solde des comptes à recevoir et constitue une provision pour créances douteuses adéquate, lorsque nécessaire, en basant leur valeur de réalisation estimative, compte tenu des pertes de crédit potentielles, sur l'expérience, sur l'historique de paiement, sur la situation financière du débiteur et sur l'antériorité de la créance. Au 31 mars 2021, les sommes à recevoir d'entités gouvernementales représentent 63 % du montant total recouvrable (90 % au 31 mars 2020).

**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité de l'établissement est le risque qu'il éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'établissement est donc exposé au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

L'établissement gère ce risque en établissant des prévisions budgétaires et de trésorerie, notamment en surveillant le solde de son encaisse et les flux de trésorerie découlant de son fonctionnement, en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à des facilités de crédit pour être en mesure de respecter ses engagements.

L'établissement est donc exposé au risque de liquidité relativement aux passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière, principalement les emprunts temporaires, les créditeurs – MSSS, les autres créditeurs et autres charges à payer, les dettes à long terme.

Les autres créditeurs et autres charges à payer ont des échéances principalement dans les 30 jours suivant la fin de l'exercice.

**Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Les billets à recevoir et les dettes à long terme portent intérêt à taux fixe et exposent donc l'établissement à un risque de variations de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt.

L'établissement limite son risque de taux d'intérêt par une gestion des excédents d'encaisse en fonction des besoins de trésorerie et de façon à optimiser les revenus d'intérêts. Il prévoit le remboursement des dettes à long terme selon l'échéancier prévu.

Fonds d'exploitation — exercice terminé le 31 mars 2021 - AUDITÉE

## ÉTAT DES RÉSULTATS

| | | Budget | Activités principales | Activités accessoires | Total (C2+C3) | Exercice précédent |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| **REVENUS** | | | | | | |
| Subventions MSSS (P362) | 1 | 8 739 020 | 8 739 020 | | 8 739 020 | 6 192 381 |
| Subventions Gouvernement du Canada (C2:P290/C3:P291) | 2 | | | | | |
| Contributions des usagers (P301) | 3 | 1 359 075 | 1 359 075 | XXXX | 1 359 075 | 1 268 602 |
| Ventes de services et recouvrements (P320) | 4 | 3 035 | 3 035 | XXXX | 3 035 | 2 803 |
| Donations (C2:P290/C3:P291) | 5 | | | | | |
| Revenus de placement (P302) | 6 | | | | | |
| Revenus de type commercial (C2:P661/C3:P351) | 7 | | | | | |
| Gain sur disposition (P302) | 8 | | | | | |
| | 9 | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX |
| | 10 | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX | XXXX |
| Autres revenus (P302) | 11 | 8 688 | 8 688 | | 8 688 | 9 747 |
| TOTAL (L.01 à L.11) | 12 | 10 109 818 | 10 109 818 | | 10 109 818 | 7 473 533 |
| **CHARGES** | | | | | | |
| Salaires, avantages sociaux et charges sociales (C2:P320/C3:P351) | 13 | 7 316 251 | 7 316 251 | | 7 316 251 | 4 832 213 |
| Médicaments (P750) | 14 | 71 412 | 71 412 | XXXX | 71 412 | 70 681 |
| Produits sanguins | 15 | | | XXXX | | |
| Fournitures médicales et chirurgicales (P755) | 16 | 54 365 | 54 365 | XXXX | 54 365 | 56 788 |
| Denrées alimentaires | 17 | 140 102 | 140 102 | XXXX | 140 102 | 135 024 |
| Rétributions versées aux ressources non institutionnelles (P650) | 18 | | | XXXX | | |
| Frais financiers (P325) | 19 | | | XXXX | | |
| Entretien et réparations (P325) | 20 | 264 527 | 264 527 | | 264 527 | 144 444 |
| Créances douteuses (C2:P301) | 21 | 6 687 | 6 687 | | 6 687 | 6 247 |
| Loyers | 22 | 1 054 698 | 1 054 698 | | 1 054 698 | 1 034 015 |
| Dépenses de transfert (P325) | 23 | | | | | |
| Autres charges (P325) | 24 | 967 814 | 967 814 | | 967 814 | 955 674 |
| TOTAL (L.13 à L.24) | 25 | 9 875 856 | 9 875 856 | | 9 875 856 | 7 235 086 |
| SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE (L.12 - L.25) | 26 | 233 962 | 233 962 | | 233 962 | 238 447 |

# ANNEXE 8

# Rapport de l'auditeur indépendant

Raymond Chabot
Grant Thornton

# Rapport de l'auditeur indépendant

**Raymond Chabot**
**Grant Thornton** S.E.N.C.R.L.
Bureau 2000
Tour de la Banque Nationale
600, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec)
H3B 4L8

T 514 878-2691

Aux membres du conseil d'administration du
Centre d'hébergement St-Vincent-Marie

## Rapport sur l'audit des états financiers

### Opinion avec réserves

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Centre d'hébergement St-Vincent-Marie (ci-après « l'établissement ») inclus dans la section auditée du rapport financier annuel, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2021 et les états des résultats, des surplus cumulés, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserves » du présent rapport, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'établissement au 31 mars 2021 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Fondement de l'opinion avec réserves

Comme l'exige le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, les états financiers n'incluent pas les informations financières relatives aux immobilisations, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré, comme nous l'avions fait pour les états financiers de l'exercice précédent. Les incidences de cette dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public sur les états financiers aux 31 mars 2021 et 2020 n'ont pas été déterminées.

L'établissement a obtenu une subvention en lien avec les charges et pertes de revenus, déduction faite des économies, engendrées par la pandémie de COVID-19 pour le réseau de la santé. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir les éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne l'exactitude des charges engendrées par la pandémie de COVID-19 et des économies et des pertes de revenus prises en compte. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés de revenu

de subvention du ministère de la Santé et des Services sociaux ou à d'autres montants des états financiers au 31 mars 2021.

L'établissement n'a pas comptabilisé de provision salariale en lien avec l'indexation et les forfaitaires de l'exercice terminé le 31 mars 2021 de certains corps d'emploi, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ceci provient d'une décision du ministère de la Santé et des Services sociaux indiquant aux établissements de ne pas comptabiliser cette charge, puisque la subvention correspondante n'était pas approuvée en date du 31 mars 2021. Par conséquent, les comptes à payer au 31 mars 2021 et les salaires et charges sociales pour l'exercice terminé le 31 mars 2021 sont sous-évalués d'approximativement *500 000* $.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'établissement conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves.

**Autre point – unités de mesure, heures travaillées et rémunérées et coûts unitaires**

Nous n'avons pas procédé à l'audit ni à l'examen des unités de mesure et des heures travaillées et rémunérées de l'exercice courant présentées aux pages 320 (colonne 3), 330 (colonnes 1 et 3), 351 (colonne 3), 352 (colonnes 1 et 3), 650 (colonne 3) et 660 (colonne 3) ainsi que des coûts unitaires de l'exercice courant présentés aux pages 650 (lignes 29 et 31, colonne 4). Par conséquent, nous n'exprimons aucune opinion d'audit ou conclusion de mission d'examen, ni aucune autre forme d'assurance à l'égard de ces informations.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'établissement ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'établissement.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'établissement;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'établissement à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

## Rapport sur la conformité aux autorisations spécifiées

Nous avons effectué l'audit de la conformité aux autorisations spécifiées des opérations de l'établissement dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers. Les autorisations spécifiées à l'égard desquelles l'audit de la conformité a été effectué, conformément à l'article 293 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ, chapitre S-4.2) et à l'annexe I du Règlement sur la gestion financière des établissements et des conseils régionaux, sont les suivantes :

- Les dispositions de la loi susmentionnée et les règlements s'y rapportant, dans la mesure où en sont touchés ses revenus ou ses charges;
- Les explications et les définitions se rapportant à la préparation du rapport financier annuel;
- Les définitions contenues dans le *Manuel de gestion financière* publié par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec en ce qui a trait à ses pratiques comptables.

### Opinion

À notre avis, les opérations de l'établissement dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers sont conformes, dans tous leurs aspects significatifs, à ces autorisations spécifiées.

### Fondement de l'opinion

La direction est responsable de la conformité de l'établissement aux autorisations spécifiées indiquées ci-dessus, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la conformité de l'établissement à ces autorisations spécifiées.

Nos responsabilités d'audit comprennent la planification et la mise en œuvre de procédures visant la formulation d'une opinion d'audit et la délivrance d'un rapport sur la question de savoir si les opérations dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers sont en conformité avec les exigences spécifiées susmentionnées.

[1]

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Montréal
Le 29 juin 2021

---

[1] CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique nº A121364

# ANNEXE 9

# Code d'éthique et de déontologie des administrateurs

# 1. DEVOIRS ET OBLIGATIONS DES ADMINISTRATEURS

## 1.1. Mesures de prévention

L'administrateur respecte son contrat avec le MSSS suivant les usages, l'équité et la loi.

L'administrateur agit avec prudence et diligence dans l'accomplissement de son mandat.

## 1.2. Conflits d'intérêts

L'administrateur agit avec loyauté et honnêteté et s'engage à déclarer par écrit tout intérêt susceptible de le placer en situation de conflit d'intérêts.

L'administrateur agit dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés.

L'administrateur ne confond pas les biens de sa corporation avec ses biens personnels.

## 1.3. Pratiques reliées à la rémunération

L'administrateur respecte les normes établies en termes de rémunération, contenues au décret sur les conditions de travail des directeurs généraux.

L'administrateur ou les membres de sa famille accepte aucun don ou legs d'un résident alors qu'il reçoit des services dans son centre.

L'administrateur gère les particularités de son contrat dans les limites prévues aux différentes composantes.

## 1.4. Devoirs et obligations suite à la vente d'un établissement

L'administrateur qui vend son établissement ou qui cesse d'être actionnaire garantit le droit de propriété et la qualité.

L'administrateur garde confidentiel tout renseignement de nature commerciale ou de nature à impliquer les résidents, obtenu dans le cadre de son mandat.

## 1.5. Mécanismes d'application

À chaque deux (2) ans, l'administrateur est responsable de l'application du présent code d'éthique. Il lui incombe de rédiger le rapport qui doit faire état annuellement des manquements au code et de s'assurer de l'intégrer aux rapports annuels des établissements.

L'administrateur s'assure de l'accessibilité au public du présent code.

Advenant une plainte dénonçant un manquement au code d'éthique, l'administrateur responsable réunit un groupe externe formé de quatre (4) personnes, dont deux (2) membres du conseil d'administration de l'AEPC et deux (2) membres choisis parmi les propriétaires ou actionnaires d'établissements privés conventionnés.

L'administrateur qui reçoit un avantage comme suite à un manquement à ce code d'éthique est redevable envers l'État de la valeur de l'avantage reçu.



Copyright © Age3 • Tous droits réservés

**Références :**

- Remplace toute version antérieure à la présente.
- En lien avec la politique « DG-010-POL Éthique clinique + administrateurs ».
- En lien avec le formulaire « DG-01 Demande de soutien suite à une situation éthique non résolue ».
- En lien avec Agrément Canada NORME LEADERSHIP
  1.7 Un cadre d'éthique visant à favoriser une pratique respectueuse des règles d'éthique est élaboré ou adopté, et mis en œuvre avec l'apport des usagers ou des résidents et des familles.

Approuvé par : Line Mercier Titre : DG Date : 2 août 2019

Politique

Copyright © Age3 • Tous droits réservés